



PSA, ArcelorMittal, Doux, Sanofi, Air France...

La résistance c'est maintenant, Interdiction des licenciements !

8.300 suppressions d'emplois annoncés, dont la fermeture de l'usine d'Aulnay-sous-Bois et la perte de 25% des postes à l'usine de Rennes, la direction de Renault a déjà annoncé qu'elle pourrait imposer un plan similaire à celui de PSA, des milliers d'emplois menacés à Sanofi, dont la fermeture du site de Toulouse, à Air France, etc. et cela pour ne parler que des plus grands groupes. Chez PSA par exemple, on estime qu'avec les usines sous-traitantes, la fermeture de l'usine d'Aulnay entraînerait à elle seule la suppression de 10.000 emplois sur la ville. Toujours dans la sous-traitance automobile, on peut citer TRW dans les Vosges, où plus de 300 emplois sont en jeu.

De l'automobile comme chez PSA et dans les usines sous-traitantes à la chimie comme chez Sanofi, de l'agroalimentaire comme chez Doux à sidérurgie comme à ArcelorMittal, du transport comme à Air France au commerce comme chez Carrefour, il n'y a pas un secteur d'activité aujourd'hui qui ne soit pas menacés par des plans de licenciements et de suppressions massifs !

Par les voix de Montebourg et de Hollande, le nouveau gouvernement a montré, dans le cas de PSA, quel est son camp : celui de la famille Peugeot, de Varin et des actionnaires. A entendre ces politiciens qui ne craignent pas, eux, de devoir pointer à Pôle Emploi, le plan de licenciements à PSA serait « inévitable » et les travailleurs et leurs syndicats devraient se montrer « responsables », c'est-à-dire accepter de perdre leur travail et de voir leurs sites fermer.

De qui se moque-t-on lorsque l'on sait que PSA dispose de 12 milliards d'euros de réserve ? De qui se moque-t-on lorsque chez Sanofi il est question de 1.500 à 2.000 licenciements alors qu'en août le directeur des opérations globales du groupe a empoché l'équivalent de 33 années de SMIC dans une juteuse vente de stock-options ? Si on estime que 1000 emplois qui disparaissent chaque jour en France les entreprises du CAC 40 annoncent 37 milliards de bénéfices, rien que pour le premier semestre 2012 !

Qui peut aussi croire les promesses de reclassements des patrons et des politiciens quand les chiffres du chômage ne cessent d'augmenter ?

Et pourtant, si de l'argent il y en a dans les poches du patronat, dans les ateliers, sur les chantiers, dans les bureaux et autres lieux de travail, les cadences ne cessent d'augmenter, la charge de travail est de plus en plus insupportable. Voilà toute la pourriture du régime capitaliste : une partie d'entre nous crève du chômage et des licenciements, alors qu'une autre crève au travail. Nos gosses galèrent entre petits boulots et chômage quand on interdit aux anciens de prendre une retraite bien méritée. Et tout ça pour les profits des grands actionnaires que ce soit ceux de Peugeot, de Mittal, de Sanofi ou d'autres.

Y'en a ras-le-bol !

Tous ensemble pour arrêter la machine à licencié

Nous, travailleurs et travailleuses, n'avons rien à attendre du gouvernement, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes.

Que ce soit à PSA Aulnay, à PSA Rennes, à ArcelorMittal Florange, à Sanofi Toulouse et dans bien d'autres boîtes, nous sommes de plus en plus nombreux à crier notre ras-le-bol dans les rues, par des occupations d'usine comme les ouvriers de Doux à Graincourt, par des débrayages et autres actions.

Non seulement notre colère est juste, mais elle doit s'intensifier jusqu'à faire trembler les politiciens et les actionnaires. C'est l'ensemble du monde du travail qui doit faire exploser sa colère, et de mener une lutte d'ensemble sur les revendications suivantes : **interdiction des licenciements et la répartition du travail sans perte de salaire (embauche massive des chômeurs par la réduction de la charge et du temps de travail).**

La journée de mobilisation du 9 octobre, où les travailleurs de PSA, Renault et des usines sous-traitantes, manifesteront devant le salon de l'auto à Paris et où des manifestations sont prévues dans de nombreuses villes, ne doit être qu'une première étape pour construire la riposte de toute la classe ouvrière contre le chômage et les licenciements.

Travailleuses et travailleurs de tous les secteurs d'activité, unis, nous sommes une force considérable. C'est nous qui produisons toutes les richesses, et ensemble nous sommes une force capable de renverser les montagnes, d'imposer nos revendications et même de nous débarrasser de l'exploitation capitaliste !

La dictature du patronat, y'en a assez ! Pouvoir ouvrier !

Les licenciements et menaces de licenciements sont la forme la plus classique de la dictature patronale. Pour accroître les profits d'une minorité, les patrons n'hésitent pas à réduire des régions entières à la misère et au chômage. Véritable terrorisme, les menaces de licenciements sont aussi utilisées par les directions pour remettre en cause nos droits. C'est ainsi qu'à l'usine Sevelnord, la direction a réussi à imposer un accord (seule la CGT a refusé de signer) qui impose un gel des salaires sur deux ans, la diminution de la majoration du travail du samedi qui passe de 45 % à 25 %, la baisse de la prime de nuit, perte de quatre jours de RTT et l'instauration d'un système qui permet au patron de rallonger la journée de travail en ne prévenant que le jour même, 2 heures avant la fin de la séance de travail, au nom de la "garantie quotidienne du programme de production" ! Et dans toutes les boîtes, la crainte d'être licencié ou la peur de ne pas avoir son contrat prolongé quand on est intérimaire ou en CDD, permet aux patrons de bafouer nos droits, de nous traiter sans le moindre respect, de nous virer dès qu'on est jugé « pas assez productif », quand on est malade, et d'imposer leur dictature sur nos vies. Et pourtant, patrons et actionnaires ne produisent rien. Leurs richesses, leurs fortunes, c'est à notre sueur, à notre travail, qu'ils les doivent. Toutes les richesses et tous les services utiles c'est nous, les travailleuses et les travailleurs, qui les produisons. Alors oui, si nous devons nous battre tous les jours dans nos boîtes pour nos emplois, nos conditions de travail et nos salaires, il est temps de briser cette dictature patronale, de la renverser. Nous, travailleuses et travailleurs, avons les moyens de renverser cette dictature des patrons et l'Etat à leur service, et de nous emparer de ce qui nous revient de droit puisque nous produisons tout : le pouvoir, non seulement sur nos usines et lieux de travail, mais aussi sur l'ensemble de la société. Libérés de la dictature des patrons et de leur course au profit, du système capitaliste et de ses crises, nous pourrions alors réorganiser la production pour qu'elle satisfasse les besoins de tous.